

**PAYS : BANGLADESH**

**Nom de l'OSC partenaire: Caritas Bangladesh**

**Noms des principaux partenaires locaux impliqués : NA**

**Montant du budget prévisionnel du projet affecté au pays : 200 045 €**

**Région d'intervention : Dhaka**

**Nom du projet :**

***NIRAPAD NAGAR : Safe, Sustainable and Inclusive Cities for all  
NIRAPAD NAGAR : promouvoir des villes durables, inclusives et sans danger pour  
toutes et tous***



#### 1. Contexte local dans lequel le projet est mis en œuvre

Les risques induits par le changement climatique, tels que les inondations, les sécheresses, les cyclones fréquents et l'augmentation de la salinité (du sol et de l'eau), amènent les gens à rechercher de nouveaux moyens de subsistance. Ils migrent donc des zones rurales vers les centres urbains. On constate une augmentation rapide de la densité urbaine dans presque tous les grands districts. En arrivant dans les villes, les migrants ont du mal à trouver une vie décente. Comme ils sont pour la plupart touchés par la pauvreté, ils n'ont d'autre possibilité que de s'installer dans des bidonvilles où il n'y a pas d'infrastructure décente. Par conséquent, les habitants deviennent très vulnérables aux catastrophes provoquées par le changement climatique et par l'homme dans leur nouveau lieu de vie. Les bidonvilles sont considérés comme des établissements informels et illégaux, et sont donc négligés par les autorités chargées de l'aménagement des villes ainsi que par les prestataires de services urbains, et souffrent d'un échec considérable en matière de développement.

Dacca et Gazipur, les deux villes du projet font face à de nombreux défis :

- La concentration urbaine crée des conditions propices à l'amplification des risques et à l'apparition d'une catastrophe ou d'une crise, y compris la possibilité d'une propagation rapide d'épidémies liées à la santé. La densité de la population signifie également qu'en cas de catastrophe, davantage de personnes sont susceptibles d'être tuées ou blessées dans un espace restreint, et le niveau des besoins peut dépasser la capacité du système humanitaire à fournir une aide. La densité de la construction signifie qu'il y aura également plus d'infrastructures endommagées qui n'auront pas besoin d'être réparées.
- Le changement climatique ajoutera une couche de risques et d'incertitudes supplémentaires. Différents facteurs influencent la mesure dans laquelle les villes seront affectées par les changements climatiques. L'emplacement est l'un d'entre eux et, par exemple, les villes se sont historiquement développées le long des côtes et des plaines inondables qui ont favorisé le développement économique. Aujourd'hui, plus de 360 millions de personnes vivent dans des zones urbaines côtières et elles seront, entre autres, directement touchées par l'élévation du niveau de la mer et l'érosion côtière (exacerbant le risque d'inondation), la salinisation des terres agricoles et l'intrusion d'eau, ainsi que par l'augmentation des ondes de tempête.

- L'urbanisation rapide et non planifiée - a généralement eu lieu sur des terres marginales et dans des zones dangereuses. Ces quartiers informels sont souvent caractérisés par l'absence de services d'eau potable et d'égouts, de mauvaises conditions sanitaires, l'absence de services de ramassage des ordures et d'autres problèmes de santé (notamment les maladies contagieuses et à transmission vectorielle). La vulnérabilité des populations urbaines aux chocs extérieurs est considérablement accrue par la médiocrité des infrastructures urbaines.
- Vulnérabilité extrême aux risques et catastrophes : En tant qu'installation illégale sur des terrains publics ou privés, les bidonvilles sont mal raccordés à l'électricité, à l'eau et aux installations de cuisson, ce qui peut provoquer de graves catastrophes, les obligeant à tout perdre et à migrer à nouveau. Même si les revenus augmentent par rapport à l'économie rurale, l'inflation dans les zones urbaines et le coût élevé de la vie poussent les habitants des bidonvilles à faire face à des difficultés pour améliorer leur mode de vie.

Les villes de Dhaka et de Gazipur sont parmi les destinations les plus populaires des personnes déplacées/migrantes au Bangladesh. Ces deux villes offrent les moyens de subsistance les plus divers aux salariés à bas revenus, car la périphérie de la ville abrite la plupart des usines (RMG, cuir, produits pharmaceutiques, plastique, etc.) et de nombreuses possibilités de création d'entreprise pour les personnes à bas revenus, en particulier dans le secteur alimentaire - vente d'en-cas, de déjeuners et de dîners, etc. L'autre grand employeur des salariés journaliers est le secteur de la construction, car les villes ne cessent de s'étendre avec des bâtiments extravagants, des routes, des ponts, etc. Tous ces facteurs d'attraction conduisent à une augmentation majoritaire de la population urbaine de la ville métropolitaine de Dhaka et de la ville de Gazipur et de leurs périphéries. La tendance de la croissance démographique à Dhaka a montré que 63% de la croissance totale de la population de Dhaka est due à la migration interne et que seulement 37% de la croissance provient de l'augmentation naturelle. Cette tendance à la hausse exerce une pression sur les ressources limitées qui permettent d'assurer un niveau de vie normal à la population, et les migrants internes qui s'installent dans les quartiers informels, ne sont pas couverts par ces services, ce qui crée des conditions de vie inhumaines et des installations inférieures aux normes qui constituent une menace pour leurs droits de l'homme.

Les bidonvilles ne sont pas pris en compte dans les plans de développement des autorités urbaines du gouvernement, car il s'agit d'établissements illégaux dont les conditions structurelles sont médiocres. Mais ce sont les premières habitations désignées pour les personnes à faibles revenus et les migrants internes pauvres. Les habitants des bidonvilles ne sont pas conscients de leurs droits et des possibilités d'accès aux services dans les zones urbaines. Le manque de connaissance de la vie urbaine, la pauvreté, l'inflation, le chômage, les mauvaises conditions de vie, le manque de services et les catastrophes naturelles et causées par l'homme les poussent à mener une vie inhumaine et indigne.

Zoom sur la situation des habitants des bidonvilles de Dacca corporation (DNCC) et Gazipur corporation (GCC):

- Revenus et dépenses : entre 140 et 150€/mois par personne. Il y a environ 4 à 5 membres par famille et le nombre de personnes gagnant leur vie est d'environ 1 à 2 personnes par famille dans les deux corporations de la ville.
- Le logement est le besoin le plus immédiat des migrants de la ville. Comme la plupart des migrants appartiennent au groupe défavorisé de la société, ils vivent dans des maisons délabrées et des bidonvilles à bas prix. Environ 3,5 millions de personnes à faibles revenus vivent dans 4000 bidonvilles et squatters dans la ville de Dhaka.
  - Approvisionnement en eau : La plupart des personnes s'approvisionnent en eau potable à partir de sources de qualité moyenne.
- La plupart des habitants disposent d'installations sanitaires limitées au sein de leur communauté. Dans la zone d'étude du DNCC, les personnes utilisent principalement des toilettes communes dans les communautés pauvres.
- Certains habitants des bidonvilles utilisent des branchements électriques légaux, tandis que les autres utilisent des branchements illégaux. Il arrive donc que les autorités déconnectent leur ligne électrique, ce qui leur cause d'énormes souffrances. Pour cette connexion illégale, ils doivent payer une certaine somme d'argent aux propriétaires en plus de leur loyer mensuel. En revanche, dans les quartiers à faibles revenus

de la région du CCG, DESCO fournit de l'électricité par le biais d'une ligne centrale à partir de laquelle les ménages se raccordent.

- Situation de la gestion des déchets : il existe des services de récolte des déchets mais ils sont quasi inexistantes.
- Risques d'aléas et de catastrophes, et vulnérabilité : En ce qui concerne la sensibilisation aux risques de dangers et de catastrophes, la plupart des personnes connaissent les risques. Les habitants des bidonvilles identifient l'engorgement des eaux, les incendies et les déchets non gérés comme étant les risques les plus importants.

## **2. Identification des bénéficiaires du projet dans ce pays**

*Indiquer ici la cible établie par les partenaires, spécifier si un changement notable dans la cible, supprimer les indicateurs qui ne concernent pas le projet de votre partenaire.*

*Nombre total de bénéficiaires du projet urbain : 18 000 personnes*

*Dont, 9 288 femmes*

*Dont, 8 712 hommes*

City Corporation	Police station	Ward No	Name of Slum	HHs	Population by sex			Population by age		
					Male	Female	Total	Below 18	19-50	50+
Dhaka North City Corporation (DNCC)	Rupnagar Thana	7	Hazi Road	900	1,764	1,836	3,600	1,692	1,548	360
			Rajanigandha	900	1,764	1,836	3,600	1,692	1,548	360
Gazipur City Corporation (GCC)	East Tongi Thana	57	Hazimazar	2,700	5,184	5,616	10,800	3,672	5,508	1,620
<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>4,500</b>	<b>8,712</b>	<b>9,288</b>	<b>18,000</b>	<b>7,056</b>	<b>8,604</b>	<b>2,340</b>

- *Nombre de femmes et d'hommes bénéficiaires des projets soutenus via la CPP à partir desquels sont extraits les éléments de conception d'une transition écologique juste :*
- *Nombre de bénéficiaires directs (au moins 170 000), parmi lesquels 50% de femmes, qui participent à des dynamiques territoriales répondant à la crise socioenvironnementale :*
- *Nombre de leaders locaux, parmi lesquels au moins 10% de femmes, agissant pour une transition écologique juste (2300 leaders) :*
- *A l'issue de la tranche 2 : 2300 leaders locaux, parmi lesquels au moins 10% de femmes, qui se mobilisent pour l'accès à leurs droits et à la bonne gouvernance de leurs territoires :*
- *Nombre d'institutions locales (villages, communautés, OSC et organisations de base) soutenues par des projets à partir desquels sont extraits les éléments de conception d'une transition écologique juste (1300) :*
- *Types d'acteurs du territoire qui participent aux processus de gouvernance de leur territoire dans le cadre des projets initiés (au moins 5). Dont 10 % d'acteurs œuvrant pour les droits et meilleures conditions des femmes :*

## **3. Description des activités du projet menées dans le pays concerné :**

OS1. Les personnes vulnérables et à risque dans les contextes urbains de Dhaka North et Gazipur City Corporations au Bangladesh ont accès à des conditions de vie minimales et contribuent au processus de transition écologique juste en lien avec les acteurs locaux.

Résultat 1 : Les personnes vulnérables et à risque jouent un rôle actif dans la transition écologique juste dans le contexte de trois bidonvilles urbains grâce aux mesures d'atténuation des risques, de préparation aux catastrophes et de développement.

**R1. A1. Renforcement des capacités des populations des bidonvilles par l'expérimentation, la capitalisation et la diffusion d'une planification et de mesures durables et inclusives d'atténuation de l'impact des catastrophes et du changement climatique, de réduction des risques de catastrophes, de préparation et d'options de subsistance pour assurer leur souveraineté alimentaire et leur résilience face aux changements climatiques.**

**R1. A1.1.1 : Formation des CVG (Community Volunteer Groups) sur la lutte contre les incendies, l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets**

Au total, 90 membres de CVG seront formés à la lutte contre les incendies, à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène (WASH), ainsi qu'à la gestion des déchets. Les formateurs des casernes de pompiers locales du Service des incendies et de la protection civile, les techniciens WASH du Bureau central de Caritas et d'autres agences concernées seront engagés pour faciliter les sessions de formation.

**R1.A1.1.2 : Introduire un système communautaire de gestion des déchets**

Le projet introduira un système de gestion communautaire des déchets au niveau des bidonvilles. L'équipe du projet consultera les habitants des bidonvilles et les départements concernés du DNCC et du GCC pour trouver la meilleure solution de gestion communautaire des déchets. Le bureau central de CB consultera également d'autres ONG locales, nationales et internationales qui ont une bonne réputation en matière de gestion des déchets dans les contextes urbains.

**R1. A1.1.3 : Réunions de groupes de ménages bénéficiaires**

Les trois bidonvilles du projet seront divisés en sous-groupes (cluster) de 25 à 30 personnes. Au moins une réunion de groupe sera organisée une fois par mois. Lors des réunions seront organisés des sessions de sensibilisation à la recherche et au sauvetage en cas d'incendie ou de tremblement de terre, à la gestion de l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, à la nutrition, aux mesures de réduction des risques et catastrophe au niveau familial, etc. Outre les campagnes de sensibilisation, les réunions seront des forums importants pour la planification, la mise en œuvre et le suivi conjoints de diverses activités de RRC (Réduction Risques et catastrophes) au niveau des ménages et des communautés. Les discussions sur des sujets précis, les simulations, l'examen des plans d'action régionaux, la sélection des ménages vulnérables qui recevront des intrants, des services ou de l'argent du projet, etc. seront effectués lors du forum. Ce forum sera une plateforme de partage des connaissances, de campagnes de motivation par le biais de sessions de discussion, de diffusion de l'apprentissage et de partage des bonnes pratiques et d'un système de suivi au niveau de la communauté. Les sessions seront principalement menées par les organisateurs communautaires avec le soutien des CVG.

**R1. A1.3.1 : Formation professionnelle pour les jeunes et soutien en capital pour l'auto-emploi**

Les jeunes ayant abandonné l'école seront inscrits à différents métiers à l'atelier agricole et à l'école de formation de Mirpur (MAWTS), dans le district de Dhaka North City Corporation. Après avoir suivi avec succès les formations professionnelles, les jeunes bénéficieront d'un soutien en capital pour lancer des initiatives d'auto-emploi.

**R1. A1.3.2 : Evaluation des besoins des femmes vulnérables et analyse du marché pour fournir un soutien en capital pour les activités génératrices de revenus (AGR)**

Le projet effectuera une évaluation des besoins des femmes vulnérables. Un soutien en capital sera fourni aux femmes vulnérables pour leurs AGR respectives, selon les secteurs identifiés dans le rapport d'évaluation.

**R1. A1.5.1 : Mesures conjointes de RRC en milieu urbain, par exemple conception et construction d'infrastructures déterminées par la communauté, telles que des points d'eau, des toilettes, des points de sortie, des bains publics, des drainages, des équipements de protection contre les incendies, des éclairages de rue, des allées, etc.**

Le projet fournira des budgets forfaitaires pour des mesures conjointes de RRC en milieu urbain, par exemple la conception et la construction d'infrastructures déterminées par la communauté, telles que des points d'eau, des toilettes, des sorties de secours, des systèmes de drainages, des équipements de protection contre les incendies, des allées, etc. Les équipes de terrain du projet assisteront les WDMC (Ward Disaster Management

Committee), les CVG (Community Volunteer groups) et les chefs de communautés dans la préparation de petits projets. Le projet encouragera la modalité "Cash for Work" (CFW) pour créer des opportunités d'emploi temporaire pour les ménages vulnérables locaux en les impliquant dans la mise en œuvre des projets. Le personnel technique (ingénieur) du bureau central/régional aidera le personnel de terrain à assister le WDMC et le CVG dans la préparation des différents projets et le suivi de leur mise en œuvre. Après l'achèvement des projets, le WDMC, les CVG et les chefs de communauté plaideront auprès des institutions gouvernementales locales pour de nouvelles améliorations.

**R1. A2. Soutenir les leaders et les organisations de base dans leurs processus d'engagement civique et leurs initiatives de mobilisation communautaire pour : une gouvernance démocratique du territoire et de ses ressources ; la reconnaissance et l'effectivité des droits individuels et collectifs.**

**R1. A2.1.1 : Formation sur la loi sur la gestion des catastrophes, le document de stratégie, le plan national de gestion des catastrophes (NPDM) 2021-2025 et la politique de gestion des catastrophes du Bangladesh pour les membres des centres de gestion des catastrophes (CGD)**

Au total, trois sessions de formation sur la loi sur la gestion des catastrophes, le plan national de gestion des catastrophes (NPDM) et la politique de gestion des catastrophes seront organisées au niveau des quartiers pour les membres des comités de gestion des catastrophes (WDMC). Au total, 66 membres de deux WDMC et 33 dirigeants de GVC participeront aux trois sessions de formation.

**R1. A2.1.2 : Formation des leaders communautaires et des volontaires sur l'eau, l'assainissement et la gestion des déchets**

Un total de 66 membres de deux WDMC et 33 leaders de CVGs participeront à trois lots de formations. Des cadres supérieurs des bureaux central et régional de Caritas animeront les formations. Les fonctionnaires du gouvernement de leur pays respectif participeront aux formations.

**R1. A2.2.1 : Séminaires sur les villes durables et inclusives/moyens de subsistance urbains durables**

Un séminaire sur les villes durables et inclusives / les moyens de subsistance urbains durables sera organisé par le projet. L'objectif du séminaire est de sensibiliser les habitants des bidonvilles ainsi que les parties prenantes du gouvernement à travers la RRC urbaine, les villes durables et inclusives / les moyens de subsistance urbains durables. L'objectif est de sensibiliser les responsables/fournisseurs de services pour qu'ils prêtent attention aux personnes vulnérables des bidonvilles en ce qui concerne leurs besoins de base et leurs droits.

**R1. A2.2.2 : Campagnes de sensibilisation à la RRC et à l'environnement, par exemple observation d'une journée, simulation d'un exercice de lutte contre l'incendie.**

Les équipes de projet faciliteront les campagnes de sensibilisation et de plaidoyer menées par les WDMC, les CVG et les dirigeants des communautés locales. La situation réelle des personnes vivant dans l'une des zones les plus vulnérables du pays sera portée à la connaissance des décideurs politiques des institutions gouvernementales locales et nationales.

- Un programme de bourses pour le personnel des médias locaux et nationaux, sera mis en place. Les journalistes seront invités à se rendre dans les bidonvilles et à interagir avec les dirigeants de la communauté et les personnes vulnérables afin d'élaborer des articles qui seront publiés dans les médias locaux et nationaux.
- Exercices de simulation sur la recherche et le sauvetage en cas d'incendie ou de tremblement de terre au niveau communautaire ; des exercices de simulation seront organisés dans les bidonvilles à l'occasion des Journées nationales et internationales de la RRC. Des volontaires du des casernes de pompiers locales seront impliqués dans les exercices de simulation. Les membres de l'administration municipale, les fonctionnaires de la DNCC et de la GCC, les dirigeants locaux des quartiers respectifs, les hauts fonctionnaires régionaux/centraux de la CB et d'autres parties prenantes seront invités à participer aux programmes.
  - Le personnel du projet coopérera et collaborera avec les administrations nationales et locales (DDM, union et upazila) pour organiser la Journée nationale de préparation aux catastrophes le 10 mars, la Journée internationale de la réduction des risques de catastrophes le 13 octobre, la Journée mondiale de l'environnement le 5 juin au niveau du bidonville/de l'arrondissement. Les membres des WDMC et des CVG, les membres de la communauté, les étudiants, les dirigeants sociaux et religieux locaux participeront aux programmes d'observation. Les principaux objectifs de ces programmes sont d'accroître la

sensibilisation à la préparation aux catastrophes, au changement climatique et à ses impacts locaux, aux différentes mesures d'adaptation, etc.

**R1. A2.2.3 : Session de diffusion de l'information (3 séminaires)**

Une demi-journée de diffusion de l'information sera organisée pour les membres des CVG au niveau des bidonvilles respectifs. Le séminaire portera sur la mise en œuvre d'actions de RRC dans le cadre du plan de développement de la zone (ADP) et du programme gouvernemental de protection sociale. Outre les membres des CVG, des représentants du gouvernement local, d'autres représentants d'ONG/INGO et des dirigeants communautaires seront invités au séminaire.

**R1. A2.3.1 : Evaluation participative des risques urbains (URA) et développement de RRAP (Reduction Risk Action Plan) au niveau des bidonvilles**

Le personnel du projet aidera les WDMCs et les habitants des bidonvilles à réaliser l'URA (Urban Risk Assessment) au niveau des bidonvilles en fonction des problèmes et des besoins identifiés localement. L'évaluation des risques urbains est un processus participatif qui permet d'évaluer les aléas, les vulnérabilités, les risques, la capacité à faire face et à préparer des stratégies d'adaptation à long terme. L'analyse des données secondaires, l'observation, les discussions participatives, etc. seront utilisées pour identifier, analyser et évaluer les risques d'une communauté particulière. Une fois les URA terminées, la compilation des RRAP au niveau des bidonvilles sera effectuée par les WDMC, les CVG et les habitants des bidonvilles sélectionnés. Les organisateurs communautaires (CO) des bidonvilles respectifs fourniront tous les types de soutien technique.

**R1. A2.3.2 : Formation de groupes de volontaires communautaires (CVG) dans les bidonvilles**

Trois groupes de volontaires communautaires (GVC) seront formés dans chaque bidonville pour participer aux activités du projet. Ces groupes seront nouvellement créés par le projet au niveau des bidonvilles. Chacun des GVC sera constitué de 30 membres. Les membres des GVC seront formés aux mesures d'adaptation, à la lutte contre les incendies et à la RRC, et ils seront informés de la législation, des réglementations et des procédures gouvernementales pertinentes.

**R1. A2.3.3 : Réunions trimestrielles de coordination des CVG**

Au total, 24 réunions trimestrielles de coordination (quatre réunions par GVC au cours de chaque année) seront organisées. Les CVG réactualiseront leurs rôles et responsabilités au cours des réunions. Chacun des CVG partagera ses réalisations, ses difficultés et les moyens de les surmonter. Lors de la réunion, ils discuteront des problèmes et des besoins du bidonville.

**R1. A2.3.4 : Réactivation des comités de gestion des catastrophes des quartiers (WDMC) dans les zones urbaines**

Selon le SOD (Standing Order on Disaster) 2019 du gouvernement du Bangladesh, les Comités de Gestion des Catastrophes des Quartiers (Ward Disaster Management Committees - WDMC) sont le niveau le plus bas du gouvernement pour diriger les mesures de gestion des catastrophes au Bangladesh. Chaque WDMC est chargé de préparer un plan d'action de réduction des risques (RRAP) au niveau du quartier en réalisant une évaluation des risques urbains (URA) au niveau du bidonville. Cependant, les WDMCs des deux quartiers ciblés ne sont pas bien conscients de leurs rôles et de leurs responsabilités, car ils n'ont pas de RRAP. Par conséquent, l'équipe du projet facilitera l'activation des WDMC par le biais d'une consultation avec les dirigeants locaux et les communautés. La représentation de toutes les parties prenantes, en particulier des représentants des groupes vulnérables, sera assurée comme indiqué dans le document de référence.

**R1. A2.3.5 : Réunions bimestrielles de coordination des CGD**

Dans le cadre du renforcement des capacités, l'équipe du projet fournit un soutien technique aux WDMC respectifs en facilitant les réunions bimensuelles régulières. En participant à des réunions régulières, les membres des WDMC seront conscients de leurs rôles et responsabilités et seront capables d'initier et de gérer les actions suivantes.

- Réalisation d'évaluations des risques urbains (URA) dans les bidonvilles respectifs pour la préparation de plans d'action de réduction des risques (RRAP) ;
- Suivi et examen de l'état d'avancement de la mise en œuvre des PARR au niveau des bidonvilles ;

- Mobilisation des ressources locales pour mettre en œuvre/piloter diverses activités conformément aux plans d'action de réduction des risques ;
- Maintenir la communication nécessaire avec les départements gouvernementaux pour l'intégration des diverses activités des RRAP dans les plans de développement sectoriels et annuels.
- Maintenir la coordination et la communication avec le comité de gestion des catastrophes de l'Upazila (sous-district).

#### **R1. A2.4.1 : Validation des RRAP au niveau des quartiers de la ville (City Corporation Ward)**

Lorsque les RRAP seront prêts à être imprimés, une réunion formelle sera organisée au niveau du quartier de l'administration municipale pour une validation formelle par le conseiller du quartier de l'administration municipale. Tous les membres des WDMCs de la ville seront parmi les participants aux réunions de validation. Enfin, le RRAP imprimé sera diffusé aux différentes parties prenantes.

Résultat 2 : Caritas Bangladesh a renforcé sa capacité à formuler une vision de transition écologique équitable pour le contexte urbain grâce à l'internalisation des questions spécifiques aux villes dans différents cadres stratégiques.

#### **R2. A1. Renforcer les compétences techniques des membres du personnel de Caritas Bangladesh**

##### **R2. A1.1.1 : Formation du personnel sur la transition écologique juste**

Une formation de trois jours sera organisée au bureau régional de Dhaka (DRO) pour 18 membres du personnel du projet. Des agents du Département du changement climatique, de l'énergie, de l'environnement et de l'eau (DCCEEW) du Ministère de l'environnement, des forêts et du changement climatique (MoEFC) du Gouvernement du Bangladesh (GoB) et des experts en changement climatique d'agences de conseil seront recrutés comme personnes ressources pour la facilitation sur le NSMDCIID et le BCCSAP. En ce qui concerne la transition écologique juste, les membres du personnel de CB qui ont participé à l'Assemblée des Parties prenantes de la CPP à Paris en France en 2022 seront impliqués en tant que personnes ressources.

##### **R2. A1.1.2 : Formation de renforcement des capacités du personnel sur les stratégies, cadres et lignes directrices nationales et mondiales.**

Une formation de trois jours sera organisée au bureau régional de Dhaka (DRO) pour 18 membres du personnel du projet. Des fonctionnaires du Département de la gestion des catastrophes (DDM) relevant du Ministère de la gestion des catastrophes et des secours (MoDMR) du gouvernement britannique seront recrutés en tant que personnes ressources pour la facilitation sur les sujets susmentionnés. La stratégie nationale sur la gestion des catastrophes et des déplacements internes induits par le climat (NSMDCIID), le plan national d'adaptation 2022 (NAP), le plan national de gestion des catastrophes (NPDM) 2021-2025, les SDG et le cadre de Sendai feront partie de l'agenda de la formation.

##### **R2. A1.1.3 : Formation du personnel à la loi sur la gestion des catastrophes (DMA), à l'ordre permanent sur les catastrophes (SoD) et à la politique de gestion des catastrophes du Bangladesh.**

Une formation de trois jours sera organisée pour chacune des trois questions ci-dessus au bureau régional de Dhaka (DRO). Au total, 18 membres du personnel du projet recevront cette formation. La personne focale du projet, le chef de DM et d'autres membres du personnel technique et supérieur du bureau central faciliteront la tâche en tant que personnes ressources sur les sujets susmentionnés.

##### **R2. A1.1.4 : Formation du personnel sur URA (Urban Risk Assessment) et le WASH.**

Une formation de sept jours sera organisée au bureau régional de Dhaka (DRO) pour 18 membres du personnel du projet. Des fonctionnaires du Département de la gestion des catastrophes (DDM) sous le Ministère de la gestion des catastrophes et des secours (MoDMR) et d'autres institutions pertinentes du Gouvernement bangladais seront embauchés comme personnes ressources pour la facilitation sur le plaidoyer, le lobbying et le réseautage. Un spécialiste de la coordination du Bureau de coordination des résidents des Nations unies (UNRCO) au Bangladesh et les responsables/co-responsables des groupes de travail nationaux au Bangladesh ainsi que des experts des membres de Start Fund Bangladesh seront engagés pour la formation sur le mécanisme de coordination de l'aide humanitaire au Bangladesh.

##### **R2. A1.1.5 : Séminaire/atelier sur le concept de transition écologique juste et l'encyclique Laudato Si**

Un séminaire de deux jours sera organisé au bureau central de Caritas. Au total, 50 membres du personnel de projet, des cadres moyens et supérieurs de DRO et du Bureau central, ainsi que des responsables communautaires, participeront au séminaire. Des personnes ressources de l'archidiocèse de Dhaka animeront le séminaire.

### **R2. A2.5 : Atelier annuel de gestion des catastrophes au niveau national**

Des représentants de ce projet participeront aux ateliers annuels de gestion des catastrophes de Caritas Bangladesh. Les membres du personnel de différents niveaux du secteur de la gestion des catastrophes de Caritas Bangladesh participeront à l'atelier. Des personnes ressources externes issues de bureaux gouvernementaux, d'agences des Nations unies, d'instituts de recherche, d'ONG, etc. seront recrutées comme intervenants.

Les objectifs de l'atelier sont les suivants :

- Partager et réfléchir sur les réalisations et les apprentissages de l'année écoulée en matière d'interventions humanitaires d'urgence et de RRC dans le cadre du secteur de la gestion des catastrophes.
- Partager et discuter des problèmes/défis rencontrés et des mesures prises pour les surmonter.
- Partager et discuter des questions récentes ou contemporaines sur la RRC, le changement climatique, la migration, la réponse humanitaire, etc.
- Établir un plan d'action pour l'année suivante.

### **R2. A.2 N/A**

### **R2. A3. Développer les cadres et processus de gestion des connaissances internes de Caritas Bangladesh**

#### **R2. A3.1.1 : Liens et mise en réseau par la participation à des événements nationaux, régionaux et internationaux/visites d'exposition pour l'échange et le partage d'expériences, de bonnes pratiques et d'apprentissage.**

Les membres du personnel des bureaux de projet, régionaux et centraux de Caritas Bangladesh auront la possibilité d'échanger et de partager des expériences, des bonnes pratiques et des connaissances sur la réduction des risques et catastrophes, le changement climatique, l'environnement et les questions d'écologie juste en participant à des événements nationaux, régionaux et internationaux et en effectuant des visites au niveau national, régional et international. Les membres du personnel intéressés pourra participer à ces événements.

#### **R2. A3.1.2 : Orientation du projet pour les membres du personnel**

#### **R2. A3.1.3 : Réunion mensuelle de coordination du personnel**

#### **R2. A3.1.4 : Réunion semestrielle de coordination du personnel**

#### **R2. A3.1.5 : Atelier trimestriel de réflexion sur le projet**

#### **R2. A3.2.1 : Développement de procédures opérationnelles standard (POS) et de modules de formation relatifs à la transition écologique équitable**

La section formation de l'Institut de développement Caritas (CDI) sera chargée de l'activité. CDI développera le plan d'action et les modules de formation relatifs à la transition écologique juste.

#### **R2. A3.2.2 : Visibilité et documentation**

#### **R2. A3.2.3 : Atelier d'apprentissage de fin de projet**

#### **R2. A3.3.1 : Formulation d'une stratégie de RRC pour la CB**

Une stratégie de RRC et les lignes directrices nécessaires à la mise en œuvre de la politique environnementale de la CB seront développées. Deux comités seront formés pour la stratégie et les lignes directrices. Les comités recevront toutes sortes d'assistance de la part de la personne focale du bureau central du projet et des membres de l'équipe DRR.

## **4. Autres**

Caritas Bangladesh contribuera à la dynamique régionale sur les villes durables et inclusives